

RAPPORT D'ACTIVITES 2023

REDHAC



INTRODUCTION

Le présent rapport d'activités 2023 retrace les activités menées par le REDHAC suivant son plan d'action stratégique et les objectifs qu'il s'est assignés.

Ce rapport s'articule autour de 4 grands points qui constituent les axes de travail du REDHAC ainsi que les ressources diverses, les activités liées au siège, la collaboration avec les acteurs étatiques et non étatiques, les défis et les recommandations.



Protection légale et
sécurité des DDH- legal
Protection and Security
Management HRDs



Société civile forte

Renforcement des
Capacités des
défenseurs pour leur
travail efficace. The
Capacity Building of
HRDs to work effective

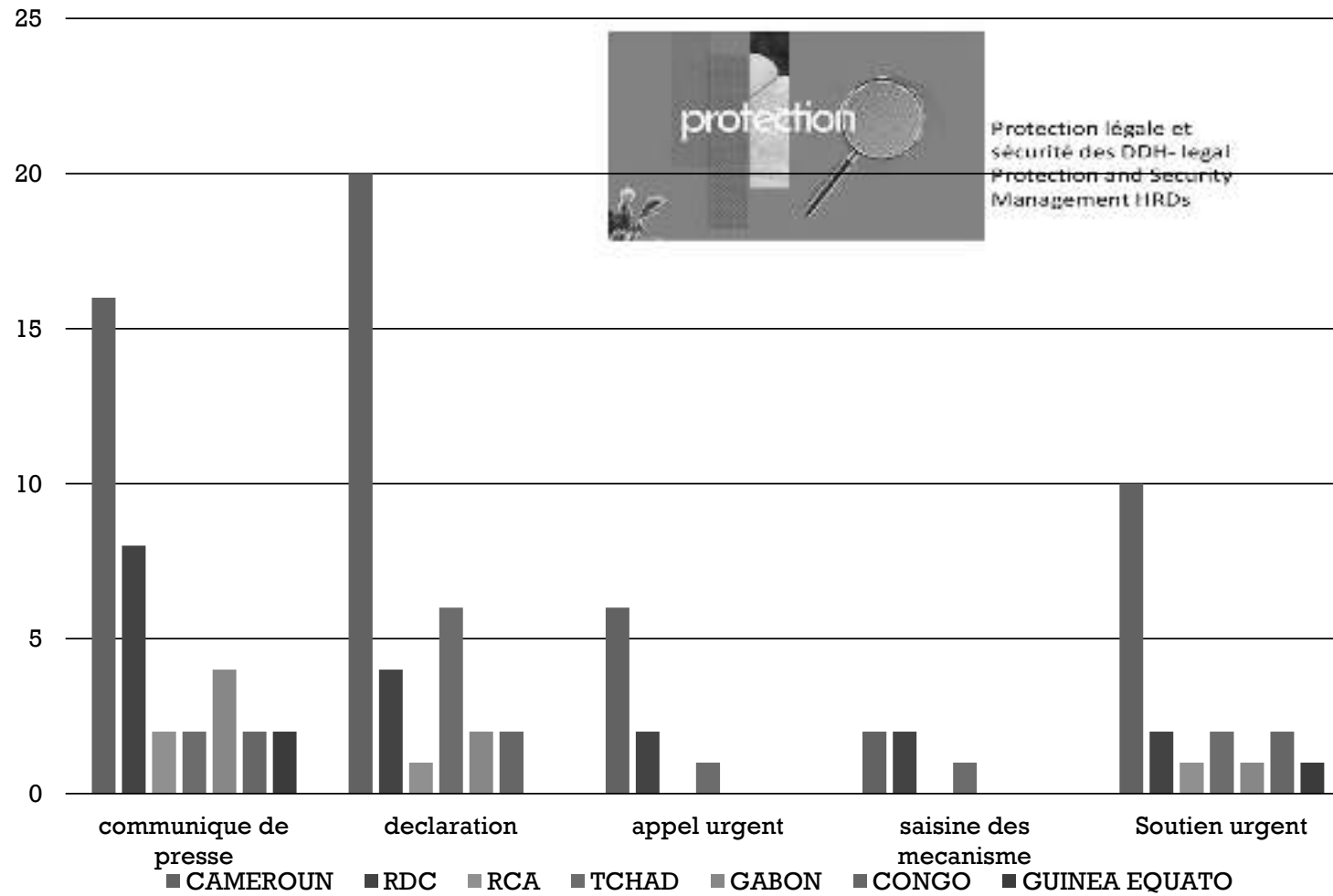


Pleider pour un espace pour
la société civile-
documentation - Recherche et
Communication
Advocacy for civil society space
-Resesch & Communications



Les Voies de Règlement Des
Conflits Sociaux

Médiation,
Prévention- paix et
réconciliation
nationale



Quelques DDH Soutenu en 2022



**FIACRE
SALABRE**
journaliste
Centrafricain



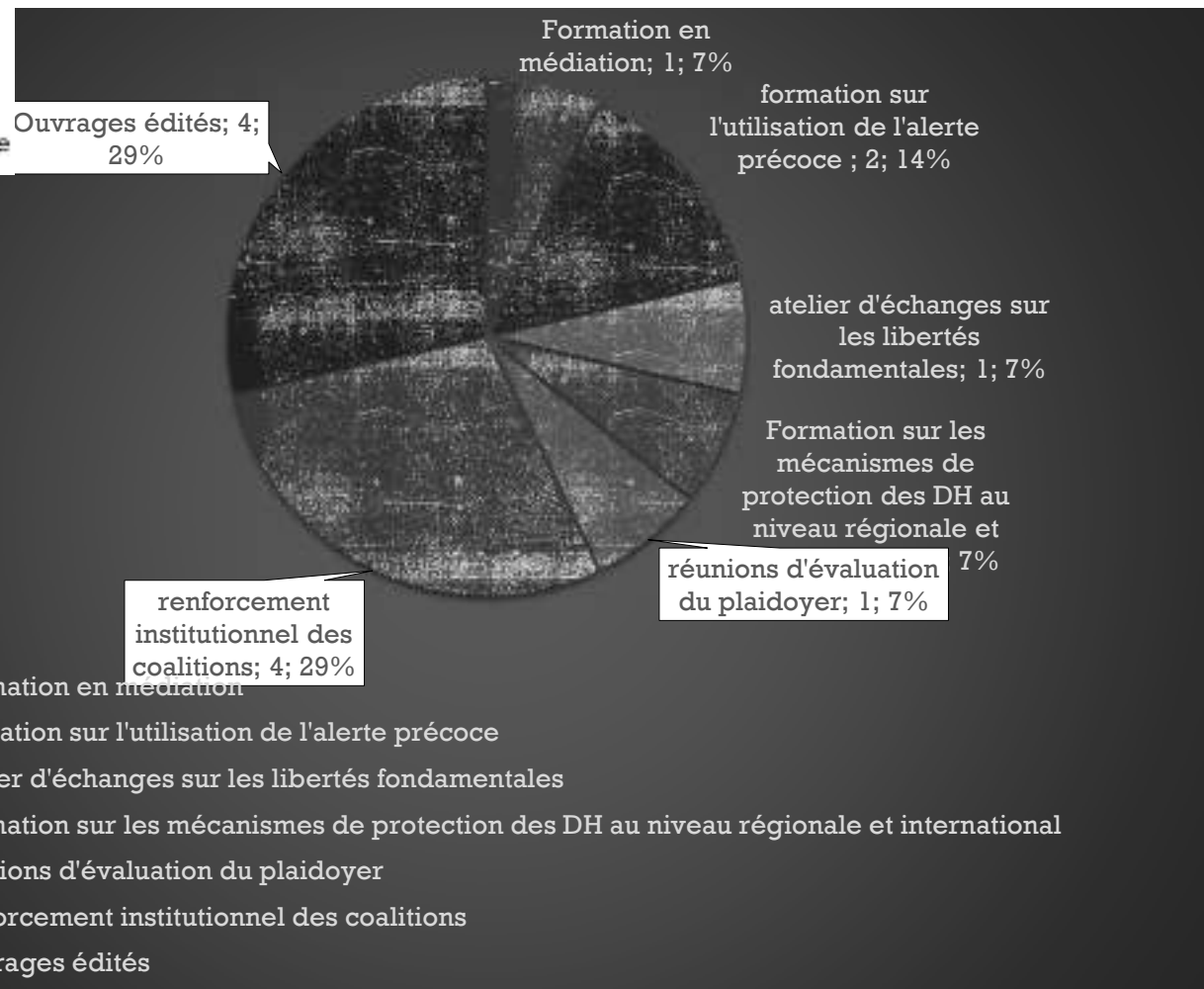
**JEUKAM
LOIC ALIAS
SHAKIRO**

CIBLE	Défenseurs des Droits Humains, Femmes Défenseurs des Droits Humains, Journalistes, Activistes et militants de la démocratie, personnes vulnérables et à risque, Personnes Déplacées Internes
RESULTATS	Dans le souci de les protéger efficacement y compris leurs proches et bureaux, le REDHAC a mis en place des activités multiformes de soutien, notamment : <ul style="list-style-type: none">- 75 Demandes de soutien des DDH- 20 Soutiens directs- 50 Envoyés chez les partenaires- 30 Non soutenus- 20 Toujours en étude- 10 Détectés comme inéligibles
RECOMMANDATION	Recherche des fonds urgents permanents pour une assistance efficace et multiforme aux DDH



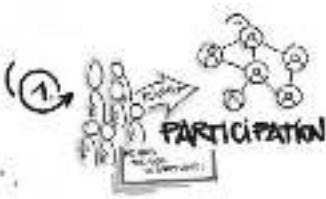
Société civile forte

Renforcement des Capacités des défenseurs pour leur travail efficace. The Capacity Building of HRDs to work effective



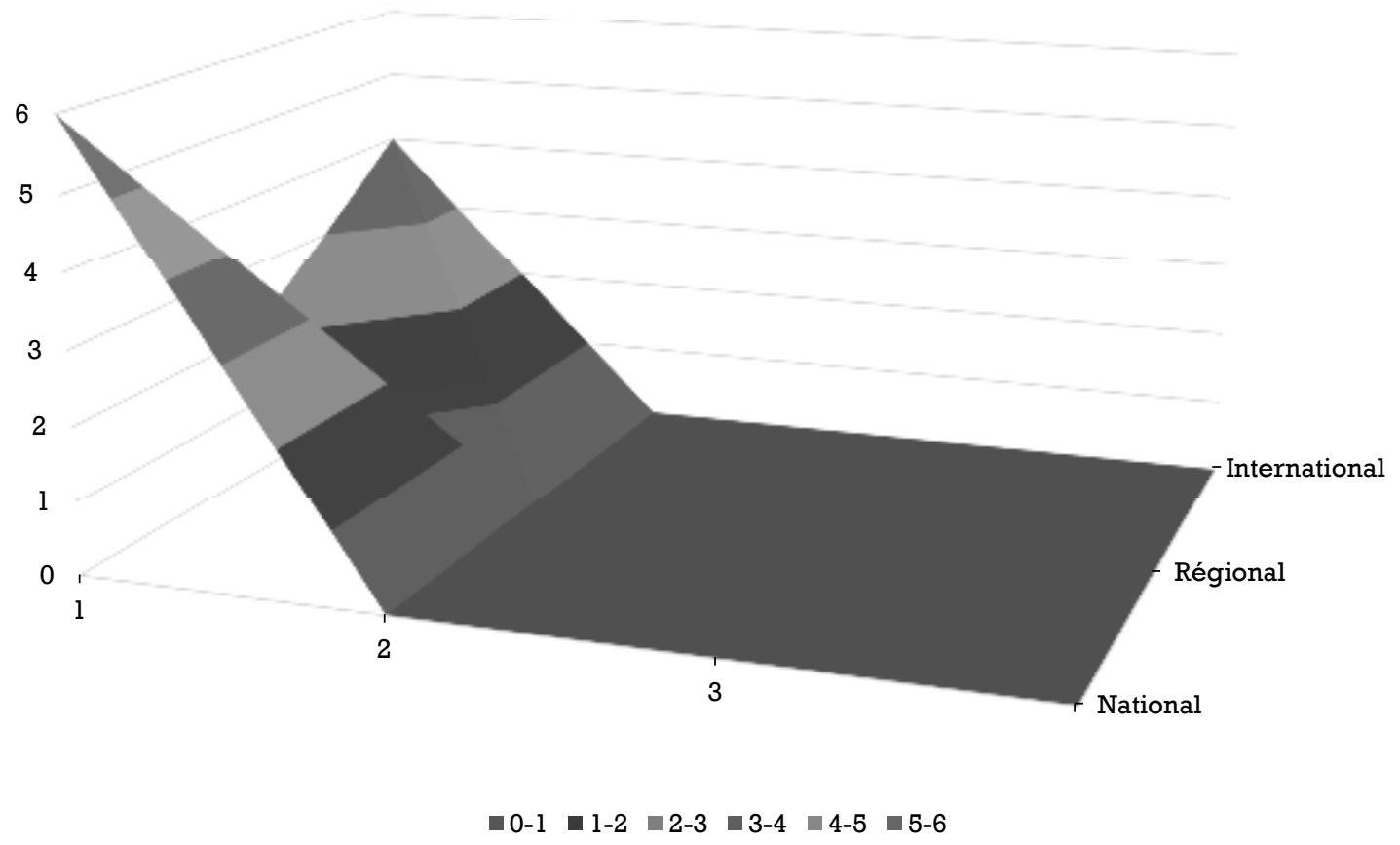


CIBLE	Défenseurs des Droits Humains, Femmes Défenseuses des Droits Humains, Journalistes, Activistes et Militant(e)s de la Démocratie, personnes vulnérables et à risque, PDI
RESULTATS	<ol style="list-style-type: none"> 1) 25 jeunes (15 filles et 10 garçons) reçoivent intégralement la formation en médiation par l'utilisation des outils traditionnels et sont aptes à animer les dialogues intercommunautaires en utilisant les outils traditionnels de résolution des conflits au sein de nos communautés 2) Les coalitions sont dotées des moyens qui augmentent les capacités des membres dans l'accomplissement des missions du REDHAC mais aussi pour l'autonomisation de la Coalition en se connectant avec d'autres partenaires au développement ; 3) Les participant(e)s maîtrisent le contenu du document compilé, comprennent la nécessité de le vulgariser au sein de leurs communautés et de l'utiliser comme document de plaidoyer auprès des acteurs étatiques pour développer le réseautage avec la Coalition pour organiser des campagnes de vulgarisation à large échelle en mettant l'accent sur les femmes et les jeunes en collaboration avec les acteurs non étatiques ; 4) Les jeunes et les femmes participant(e)s sont mieux outillés et capables de se déployer sur le terrain durant le processus électoral. Ils s'engagent à couvrir les élections sous la supervision de la Coalition qui mettra à la disposition du Secrétariat Permanent du REDHAC les données collectées pour l'élaboration d'un rapport et des recommandations pertinentes au niveau national, régional et international relatives aux défis rencontrés lors du processus électoral sur le terrain ; 5) Les parlementaires s'imprègnent de la loi et s'engagent pour l'accompagner en vue de son adoption et sa promulgation et un calendrier consensuel est établi afin de renforcer le plaidoyer pour son adoption. 6) Les participant(e)s voient leurs capacités d'action, d'intervention et de mobilisation renforcées sur les questions de citoyenneté active, les droits de l'Homme, la médiation, la prévention, la résolution des conflits, les mécanismes de dialogue et de paix et de réconciliation nationale 7) Index produit et traduit (200 copies, soit 100 en français et 100 en anglais) avec des recommandations destinées à l'Union Africaine, aux Nations Unies et aux partenaires au développement en Afrique Centrale. Cet index est comme une stratégie de plaidoyer pour lutter contre les restrictions de l'espace civique et contre les représailles et les menaces à l'encontre des DDH, activistes, journalistes. C'est un outil pratique.
RECOMMANDATION	<p>Renforcer la formation des DDH, FDDH et DDHV en la rendant plus accessible aux zones les plus reculées ou en crise;</p> <p>Traduire systématiquement les ouvrages dans les langues locales pour leur appropriation par les communautés locales</p>



Plaidoyer pour un espace pour
la société civile - Recherche
documentation - Recherche
Communication
Advocacy for civil society space
- Research & Communications

Plaidoyer pour la Reconnaissance du statut des DDH

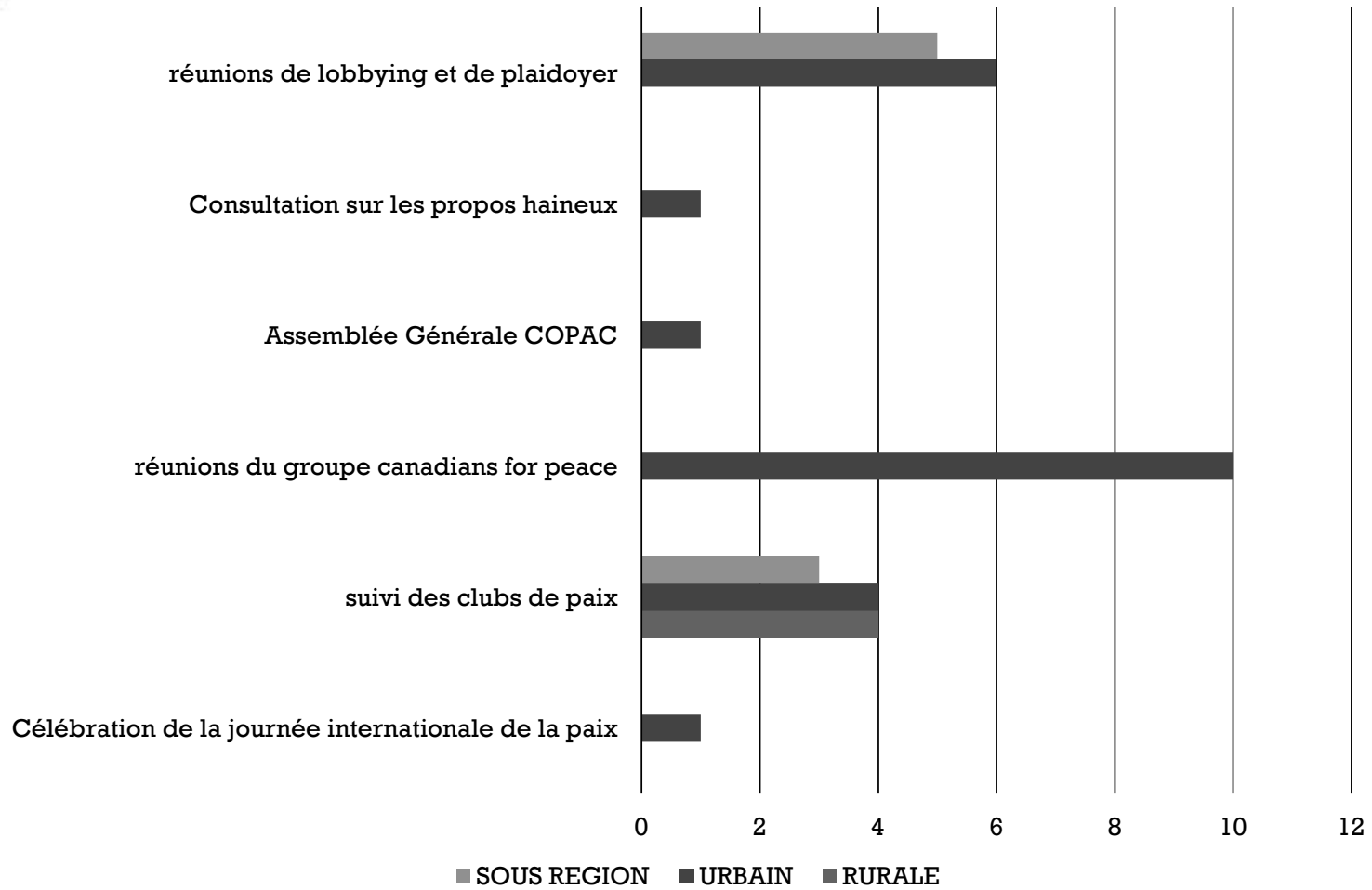




CIBLE	Décideurs, Les dépositaires d'enjeux, les acteurs d'influence, institutions étatiques, mécanismes régionaux et onusiens de protection, rapporteurs spéciaux
RESULTATS	<ul style="list-style-type: none"> ❑ Proposition de loi portant promotion et protection des Défenseurs des Droits Humains adoptée le 15 juin 2023 et promulguée le 17 octobre 2023 en RDC par le Président TSHISEKEDI ❑ Réunion d'évaluation du plaidoyer pour l'adoption de la loi portant « Promotion et protection des Défenseurs des Droits Humains » au Cameroun avec les Parlementaires le 15 février 2023 à Yaoundé ❑ Participation à la 77^e session ordinaire de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples du 20 octobre au 09 novembre 2023 à Arusha-Tanzanie: Déclaration publique et recommandations sur la situation des pays d'Afrique Centrale ❑ Participation à l'Assemblée Générale de « World Liberty Congress » à Vilnius LITUANIE où Mme la Directrice Exécutive a été élue membre du Leadership council ❑ Participation à la réunion du groupe consultatif SOS DEFENDERS à Genève en Suisse ❑ Participation à la Pré session de l'EPU à Genève où le REDHAC a fait une présentation sur les progrès et défis depuis le dernier cycle de l'EPU ❑ Rapport parallèle au rapport de l'Etat du Cameroun à l'EPU en Novembre 2023 ❑ Audiance auprès du Quai d'Orsay - ministère des affaires étrangères de la République Française sur les défis que traversent le Cameroun, y compris la crise anglophone ❑ Rédaction d'une déclaration conjointe avec AMNESTY International et d'autres organisations camerounaises Déclaration conjointe appelant les autorités camerounaises à protéger les droits humains dans les régions anglophones ❑ Réunions de plaidoyer auprès des représentations diplomatiques (USA, France, Canada, Union Européenne) sur les assassinats des journalistes Martinez ZOGO et Jean Jacques OLA BEBE, ainsi que les violations des Droits Humains dans les régions anglophones du Cameroun ❑ Assemblée Générale de la Coalition des OSC pour la paix et la prévention des conflits en Afrique centrale (COPAC) à Douala où le REDHAC est membre du comité de Pilotage ❑ Participation à la consultation sur la participation des organisations de la société civile à la mise en œuvre et à la durabilité du cadre de conformité et de responsabilisation de l'union africaine, 04-06 décembre 2023 – Lusaka, Zambie ❑ Participation à la Convention pour l'élaboration des nouvelles stratégies adaptée aux tendances émergentes de l'espace civique sur le continent et par la reconnaissance du travail de DDH organisée par AfricanDefenders en Ethiopie
RECOMMAN DATIONS	<ol style="list-style-type: none"> 1. Le suivi de la mise en œuvre des recommandations des Etats Parties à l'Etat du Cameroun lors de la 44^e session de l'Examen Périodique Universel 2. Le lobbying continu de la part du REDHAC auprès des autorités pour un respect effectif des Droits Humains et des libertés fondamentales, la consolidation des institutions démocratiques, la prévention et la résolution des conflits, la paix et la



Médiation,
Prévention- paix et
réconciliation
nationale





Réunions de lobbying et plaidoyer



Suivi des Clubs de Paix






Autonomisation de la jeune fille

CIBLE	Femmes et jeunes , communautés, personnes déplacées internes, autorités religieuses, administratives et traditionnelles
RESULTATS	<ul style="list-style-type: none"> • Les clubs de paix s'inspirent les uns des autres et adaptent leurs interventions en faveur d'une réponse globale pour la paix et la cohésion sociale et la stratégie du REDHAC pour les processus de paix est connue et relayée à large échelle • La proposition de pourparlers du REDHAC en faveur de la paix par la mise en place de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation est partagée pour une plus grande inclusivité • Autonomisation des jeunes filles et femmes à travers l'animation des activités, la direction des clubs de paix et l'initiation d'activités de formation et des activités génératrices de revenus tenant compte de la localité où elle est initiée et du contexte local • Les participants connaissent mieux le contexte sécuritaire régional, ainsi que les outils de gestion et de capacités organisationnelles de la COPAC et les adoptent ;
RECOMMANDATIONS	<ul style="list-style-type: none"> • Amplifier les sessions de soutien psychologique pour les victimes de traumatismes, en particulier les femmes déplacées, les jeunes filles et les journalistes, sans aucune discrimination ; • Soutenir de diverses manières les clubs de paix existants en les rendant autonomes à travers les AGR afin qu'ils puissent continuer à assurer la pérennité des cadres de dialogue pour la prévention, la résolution des conflits et la paix au sein de leurs communautés. • Consolider les relations avec les autorités administratives, pour les autorités traditionnelles et religieuses, qui ont fait preuve d'ouverture et en identifier d'autres afin de plaider pour qu'elles adhèrent à l'approche du REDHAC et de ses partenaires. • L'élaboration et l'adoption participative et consensuelle d'un Mémoire pour le processus de paix et de réconciliation au Cameroun - également en RCA et au Tchad - Groupe de travail. • La tenue d'une consultation inclusive hors du Cameroun entre les femmes défenseurs des droits humains, les femmes leaders traditionnelles, les autres femmes travaillant sur les questions de paix. • Organiser des ateliers de formation pour les chefs de secteur, les autres cadres et agents de l'administration publique, de la justice et du parlement, des organisations privées, religieuses, traditionnelles, communautaires et des OSC, sur l'essence de la justice transitionnelle, comme une des stratégies de retour et de consolidation de la paix pour une sortie durable des crises au Cameroun, en RCA et au Tchad afin de considérer le pardon comme une partie de la justice. • Développer un plan d'action pour le plaidoyer et le lobbying stratégique pour l'adoption d'un mécanisme de justice transitionnelle au Cameroun, en RCA et au Tchad (Vérité, Justice et Réconciliation). • Adopter une approche inclusive par laquelle les autres parties prenantes et acteurs seront amenés à une plateforme commune où les différents points de vue, opinions, idées seront rassemblés dans un document commun, discutant de la sortie de crise.



MISE EN ŒUVRE DES DECISIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE DU REDHAC DE 2019

ARTICULATION	ACTIVITE	RESULTATS
<p>Axe 1 : Renforcement des capacités institutionnelles et organisationnelles du REDHAC</p> <p>Activité 1.1.2 : Institutionnaliser et opérationnaliser les coalitions dans les 8 pays du REDHAC</p>	<p>Renforcement institutionnel des coalitions pays : la coalition est dotée des moyens qui augmentent les capacités des membres dans l'accomplissement des missions du REDHAC mais aussi pour l'autonomisation de la Coalition en se connectant avec d'autres partenaires au développement ;</p>	<p>02 coalitions ont vu leurs capacités renforcées :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. RDC du 25 au 27 janvier 2023 2. Gabon du 17 au 20 avril 2023 <p>(Insérer des photos)</p>
<p>Axe 2 : contribution à la recherche, documentation pour la sécurité, la protection en ligne, numérique et physique, et à l'alerte rapide et la mise en place des refuges</p> <p>Activité 2.1.5 : acquérir et opérationnaliser le Centre de Recherche, de documentation, d'alerte rapide et de refuges au niveau sous-régional.</p>	<p>Un terrain a été acquis</p> <p>Des plans architecturaux sont élaborés</p> <p>Des études ont été menées sur le terrain</p> <p>Un budget provisoire a été fait</p>	
<p>Axe 2 : contribution à la recherche, documentation pour la sécurité, la protection en ligne, numérique et physique, et à l'alerte rapide et la mise en place des refuges</p> <p>Activité 3.1.3 Rédiger et diffuser une newsletter trimestrielle</p>	<p>Un responsable de communication a été recruté</p> <p>Une newsletter est opérationnelle et produite à une fréquence trimestrielle</p>	
<p>Axe 2 : contribution à la recherche, documentation pour la sécurité, la protection en ligne, numérique et physique, et à l'alerte rapide et la mise en place des refuges</p> <p>Activité 3.2.3 Appui au processus démocratique à travers la participation aux missions d'observations des élections</p>	<p>L'année 2023 est marquée par de nombreuses échéances électorales dans les pays d'Afrique Centrale. Aussi nous avons organisé des formations sur l'utilisation de l'alerte précoce auprès des jeunes et des femmes pour le monitoring et le reporting du processus électoral. Ceci a débouché en le déploiement des jeunes sur le terrain pour l'observation des processus électoraux</p>	

RESSOURCES DIVERSES

Ressources Humaines	Matériel et Sécurité	Partenaires
Le REDHAC compte :	En 2023, le REDHAC a renforcé son matériel de travail avec les équipements suivants :	En 2023, le REDHAC a mobilisé pour la conduite de ses activités, l'acquisition du matériel et les charges diverses, la somme de à travers les partenaires et projets suivants :
10 employés bénévoles :		
- Directrice Exécutive	1 Nagu split 12000 BTU	
- Chargé des programmes	1 HP latop Dc celeron	
- Chargée de protection	1 Cash Bix Big	
- Assistant de protection	1 Office Chairs 8801	
- Chargé des finances	1 NAGU Generator LS9375EB	
- Comptable	8 Folding Table	
- Administrative officer	1 Geepas Coffee Marker	
- Accueil et réception	1 NAGU Split 18000 BTU	
- Technicien de surfaces	2 Folding Table	
- Chauffeur	16 Banquet Chairs	
03 stagiaires	1 Nagu split 12000 BTU	
02 agents de sécurité	1 Nagu split 12000 BTU	
	4 Banquet Chair	
	1 Computer Table	
	7 Folding Table 1,2m	
	2 Folding Table 1,2m	
		<p>USA-ARDF : Ensemble pour un environnement plus apaisé dans la promotion des Droits Humains et une protection légale des Défenseurs des Droits Humains au Cameroun en sigle HRDSafety</p> <p>Civil Rights Defenders: Institutional Strengthening REDHAC Headquarters</p> <p>National Endowment for Democracy : Action civique et protection légale des ddh en afrique centrale</p> <p>Global Affairs Canada : L'engagement de la jeune fille et de la femme pour la paix durable et la réconciliation nationale en Afrique Centrale : Notre Responsabilité Collective ! Phase II</p> <p>National Democratic Institute: Countering disinformation and misinformation by addressing hate speech in Cameroon: our collective responsibility!</p> <p>Open Society Foundations : ACDHAAC (Action civique et protection légale des DDH en Afrique Centrale</p>

NOS PUBLICATIONS 2022

Recueil des instruments internationaux, régionaux et nationaux relatifs à la Démocratie, aux Elections, à la Gouvernance et la Protection des Défenseur(e)s des Droits Humains en période électorale et de conflits: Campagne de vulgarisation au Gabon

Recueil des instruments internationaux, régionaux et nationaux relatifs à la Démocratie, aux Elections, à la Gouvernance et la Protection des Défenseur(e)s des Droits Humains en période électorale et de conflits: Campagne de vulgarisation en République démocratique du Congo

Recueil des instruments internationaux, régionaux et nationaux relatifs à la Démocratie, aux Elections, à la Gouvernance et la Protection des Défenseur(e)s des Droits Humains en période électorale et de conflits: Campagne de vulgarisation au Tchad

Index des droits de l'homme juillet 2022- Août 2023 "NOUS SOMMES DEBOUT POUR CEUX QUI DEFENDENT LES DROITS HUMAINS ET LES LIBERTES FONDAMENTALES".



Docteur Honoris Causa
décerné par la
Christosis International
Theological and
Professional University

RECONNAISSANCE



APPARTENANCE ET COLLABORATION DU REDHAC

- Membre du Comité de pilotage du Forum des ONGs basé en Gambie conduit par le Centre africain pour la démocratie et les études sur les Droits Humains (CADEDH) qui regroupe plus de 500 organisations de la société civile africaine, internationale, les Institutions Nationales des Droits de l'Homme (INDH), les Etats membres de l'Union Africaine (UA), les représentants des Nations Unies. Le forum se tient chaque semestre en prélude de la session de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) avec pour objectif de pousser l'agenda de promotion et de protection des Droits de l'Homme de la Commission ;
- Membre fondateur et membre du Conseil d'Administration du Réseau panafricain des Défenseurs des Droits Humains basé en Ouganda composé de 5 réseaux de l'Afrique (Ouest, Nord, Est et Corne Afrique, Sud, Centre) ;
- Membre de la Coalition pour une Cour Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples Efficace au Kenya ;
- Membre du Comité directeur de la Coalition des organisations de la société civile pour la paix et la prévention des conflits en Afrique centrale (COPAC) basée au Gabon ;
- Membre du Groupe de Travail de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) sur la situation des Femmes Défenseurs des Droits de l'Homme (FDDH) ;
- Membre du Groupe d'étude de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) sur la Liberté d'Association et de Réunion Pacifique ;
- Membre de la Plate-forme de Relocalisation Temporaire des Défenseurs en danger mis en place par la Commission de l'Union Européenne appelée **Protect Defenders EU basé à Brussels** ;
- Membre du “ **World Movement for Democracy**” dont le siège est à Washington DC ;
- Membre du Comité Directeur de “**African Democracy Forum**” dont le siège est au Rwanda ;
- Membre du Groupe Canadien DRACENA pour la paix au Cameroun basé au Canada ;
- Pionnière de la lutte contre toute discrimination basée sur l'orientation sexuelle au Cameroun et en Afrique Centrale depuis 2007.
- Membre du Comité Directeur de la Coalition des Organisations de la société civile pour la Paix et la Prévention des conflits en Afrique Centrale (COPAC)
- Collaboration avec Robert F .KENNEDY après le Prix de Droits de l'Homme reçu par la Directrice Executive
- Collaboration avec le Centre for Civil and Political Rights (CCPR) via son Directeur **Patrick Mutzenberg**
- Statut d'observateur N° 424 auprès de la Commission Africaine des Droits de l'homme et des Peuples (CADHP)